OMALY SY ANIO, 1994, 33-36, 47–60

LA NAISSANCE DES FORMATIONS POLITIQUES COMPLEXES EN AFRIQUE CENTRALE PRECOLONIALE

par

Jan VANSINA(*)

Les typologies synchroniques des formations politiques en Afrique ont opposé l'Etat à toutes les autres formes de gouvernement. Mais face aux réalités africaines précoloniales les typologies ont fait naufrage. L'étiquette Etat couvre des cas trop hétérogènes et trop semblables à d'autres formes de gouvernement pour être utile. Seule une étude diachronique permet de saisir les liens entre différentes formes de gouvernement en montrant leurs relations historiques. Nous le démontrons en parcourant à vol d'oiseau l'histoire des institutions de gouvernement en Afrique centrale.

La faillite des typologies

Toutes les écoles en anthropologie ont toujours opposé Etats et autres formes de gouvernement. Pour les évolutionnistes et les marxistes l'Etat est le couronne-

(*) Department of History, University of Wisconsin-Madison.

ment inéluctable de l'évolution sociale[1] et certains travaillent encore dans cette optique. Pour d'autres la royauté divine définissait l'Etat africain. Cela a été la position des "symbolistes", structuralistes, diffusionnistes et des historiens qui leur étaient alliés[2]. Réagissant contre J. Frazer et cette tendance, les fonctionnalistes ont en 1940 proposé une typologie qui fit fortune[3].

Comme la présentation de la discussion des Etats africains au Congrès international d'histoire à Madrid en 1990 le montre, on en est toujours là[4]. L'Etat serait caractérisé dans les pays non musulmans en Afrique par l'ensemble des critères suivants: il était dirigé par un roi sacré, assisté d'un corps de dignitaires titrés et il comportait des institutions centralisées spécialisées avec des fonctions administratives, judiciaires, législatives, militaires et fiscales (tribut) à côté d'institutions spécialisées territoriales, et il couvrait un territoire bien défini. Par leur taille (en étendue et en population) et par leur complexité sociale et politique la plupart des Etats dépassaient de loin les sociétés non étatiques, mais les critères principaux étaient la centralisation et l'existence d'institutions spécialisées.

En général cette vision de l'Etat s'applique mal en Afrique. Contrairement à G.P. Murdock, qui en 1959 déclarait de façon péremptoire qu'il n'existait qu'un seul type d'Etat en Afrique tropicale[5], il n'existe pas de dichotomie évidente entre "Etats" et systèmes dit non étatiques, ni au niveau de la centralisation, ni au

---

1. T.K. Early, "Chiefdoms in Archaelogical and Historical Perspective", *Annual Review of Anthropology*, 17 (1987) : 279-308 ; F. Engels, *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat*, 1884 (original en allemand, traduction H. Ravé) ; M. Sahlins, *Tribesmen*, Englewood Cliffs, 1968 ; E.R. Service, *Primitive social organisation*, New york, 1971.
2. J. Frazer, *The Golden bough*, London, 1956 (édition résumée). On trouve des travaux structuralistes dans le sillage de J. Frazer comme L. De Heusch, *Le pouvoir et le sacré*, Bruxelles, 1962 et *Essais sur le symbolisme de l'inceste royal en Afrique*, Bruxelles, 1958, mais aussi toute une école de diffusionnistes comme D. Westermann, *Geschichte Afrikas : Staatenbildungen südlich der Sahara*, Köln, 1952 ; H. Baumann, D. Westermann, *Peuples et civilisations d'Afrique* (traduction L. Homburger), Paris, 1948 ; G.P. Murdock, *Africa : Its Peoples and their Culture History*, New York, 1959 ; R. Oliver, J. Fage, *A short History of Africa*, London, 1960. Pour une critique récente de ces positions, cf. B. Ray, *Myth, Ritual and Kingship in Buganda*, New York, 1991 : 22-53. Un aperçu général de l'historiographie de l'Afrique se retrouve dans C. Neale, *Writing "independent" History : African Historiography : 1960-1980*, Westport (Conn.), 1985.
3. M. Fortes et E.E. Evans Pritchard, *African Political Systems*, London, 1940 qui est le point de départ de nonbreux essais taxonomiques ultérieurs, comme J. Middleton, D. Tait, *Tribes without Rulers*, London, 1954 ; A. Southall, "Critique of the Typology of States and Political Systems" - M. Gluckman, F. Eggan (eds), *Political systems and the Distribution of Power*, London, 1965, 113-138; P.C. Lloyld, *ibidem:* 63-112; J. Vansina, "A Comparison of African Kingdons ", *Africa*, 32, 1961: 324-335.
4. J. Tymowsky. Communication préalable pour la discussion des Etats anciens africains au congrès international des sciences historiques à Madrid 1990, donne la description du type idéal suivant. Il est presque superflu de faire remarquer que cette vue dérive en pratique de la notion d'Etat en Europe et en Asie continentale avec l'addition de la royauté sacrée.
5. G.P. Murdock, *o.c.* : 36 et procéda en citant une série de traits qu'il jugeait distinctifs et "fondamentaux" pour définir ce "despotisme africain" (37-39). Ces traits sont un mélange d'éléments rituels et idéologiques liés à la royauté sacrée et de critères fonctionnels.

niveau de la sacralisation du leadership[6]. Pour l'Afrique centrale en particulier, ni l'ensemble des critères cités à Madrid, ni le détail, ne permettent de dégager un type d'Etat vraiment distinct d'autres types de gouvernement. De plus la variabilité entre Etats était pratiquement aussi grande que celle entre "Etats " et "non-Etats". On en conclut inéluctablement que la distinction entre Etat et non-Etat est factice et que les tentatives d'établir des typologies synchroniques ont fait faillite.

Il est vrai qu'en pratique beaucoup d'auteurs et d'anciens administrateurs coloniaux ont appelé "Etat" tout système comportant une royauté héréditaire supérieure à des chefs territoriaux, qui eux commandaient à des chefs de village[7]. Mais même cette pratique entraîne des contradictions. Dès que l'on y regarde de près, les exemples d'attributions arbitraires se multiplient. La forme politique songye orientale fut classée comme Etat, malgré le fait que le leadership était une présidence élue et qu'une association en était l'institution politique principale[8]. Par contre les "associations de chefferies" kimbu et nyamwezi en Tanzanie ne formaient pas un Etat, parce que le leader héréditaire de la chefferie aînée n'exerçait qu'une primauté "rituelle"[9]. Le système des Angba de l'Aruwimi n'était pas un Etat parce que les habitants l'expliquaient en termes de lignages segmentaires aînés et cadets, alors que sur le terrain tout se passait comme s'il s'agissait de chefferies dépendant d'un centre "royal". Ici on privilégie l'idéologie politique locale, alors qu'on la nie dans le cas des Kimbu[10]. Les Yaka au XVIIIe siècle formaient un royaume malgré que le roi, le *kiamfu*, n'était qu'un leader parmi d'autres[11]. Mais au même siècle les Kongo voisins se voient refuser le titre de royaume, parce que leur roi n'était plus obéi par les autres leaders[12]. On le voit bien, même cette typologie rudimentaire s'effrite.

La faillite de la taxonomie entraîne des conséquences sérieuses. Au niveau le plus général les discussions concernant "l'origine de l'Etat" et les conditions nécessaires et/ou suffisantes pour l'apparition de l'Etat, si âprement débattues

6. La centralisation est le premier critère essentiel cité par M. Fortes et E.E. Evans Pritchard, *o.c.*: 5 et la sacralisation du leadership est la caractéristique essentielle de la royauté divine Frazérienne.
7. Voir par exemple les "sultanats" de G. Van der Kerken, *Les sociétés bantoues du Congo Belge et les problèmes de politique indigène*, Bruxelles, 1920. Et on enrichit le concept en s'inspirant du modèle implicite de l'Etat dans l'historiographie européenne.
8. Ce fut le système *eata* des Songye orientaux et aussi des Luba orientaux du Kasai. J. Vansina, *Paths in the rainforests* : 182, 355 (note 51).
9. A. Shorter, *Chiefship in western Tanzania*, Oxford, 1972 : 83-85, 120-149; R.G. Abrahams, *The Political Organisation of Unyamwezi*, Cambridge, 1967; W., *Die Nyamwezi Gesellschaft und Weltbild*, Hamburg, 1933 : 54-74 et F. Bösch, *Les Banyamwezi, peuple de l'Afrique orientale*, 1930 : 493-521.
10. M. Fernandez - Fernandez, *Le rite et l'expérience : les Bagba de Banalia*, Paris (Doctorat de 3e cycle /Paris 3) 1983.
11. H. Van Roy, *Les Byaambou du moyen Kwango: histoire du royaume luwa-yaka*, Berlin (Collectanea Instituti Anthropos : 37) 1988.
12. S. Broadhead, *Trade and Politics on the Congo Coast : 1770-1870*, (PhD Boston U.) 15-52; J. Vansina, *Les anciens royaumes de la savane*, trad. J. Taminiaux, Kinshasa : 146-147.

depuis la fin du siècle passé n'ont plus de sens puisqu'on ne sait plus ce qu'est "l'Etat"[13]. Au niveau de l'Afrique centrale, il faut écarter une vérité reçue selon laquelle les sociétés vivant dans les savanes et les forêts sèches du sud étaient organisées en Etats ou royaumes[14], tandis que celles des forêts équatoriales étaient fondées uniquement sur la parenté. C'est une triple erreur : (i) certaines sociétés en savane ou en forêt sèche ne furent ni royaumes ni même simples chefferies. Citons par exemple les Sala Mpasu du Kasai, les Dinga/ Tukongo du nord-est de l'Angola, les Luba du Kasai et les Tonga de Zambie[15]; (ii) l'on trouve des royaumes en forêt équatoriale comme ceux des Bubi ou des Mangbetu ou des Bolia[16]; (iii) enfin les autres sociétés ne furent pas simplement des groupes de pure parenté[17].

Que faire dès lors ? Doit-on abandonner tout espoir d'étudier les régimes politiques africains de façon comparative ? Non. Mais il nous semble que la seule voie valable pour le faire sera d'établir d'abord une histoire de tous ces régimes pour relever ensuite quelles récurrences de processus se retrouvent de cas en cas. C'est dans cette optique que nous donnons d'abord une esquisse de l'histoire des institutions politiques des peuples vivant dans les forêts équatoriales, et discutons ensuite du cas de celles qui vivent dans les savanes et dans les forêts sèches avant de conclure en revenant au thème général.

Un système politique ancestral

Il se fait que tous les régimes politiques en Afrique centrale dérivent d'un seul système à l'origine : le régime des Bantu occidentaux à la veille de leur expansion, il y a quatre ou cinq millénaires dont la description suit[18].

---

13. L'origine de l'Etat a été une question centrale posée par des tenants des écoles évolutionnistes, marxistes et diffusionistes. L. Gumplovicz, *The outlines of Sociology*, Philadelphia 1899 ; Oppenheimer F., *Der Staat*, Frankfurt a/ Main 1909, F. Engels, *o.c.* La question des conditions nécessaires et suffisantes pour l'apparition de l'Etat fut fort débattue à partir des années 1970. Cf. H. J.M. Claessen et P. Skalnik, *The Early State*, Den Haag, 1978.
14. J. Vansina (*Les anciens royaumes de la savane* : 24-26) sous-estime les formations politiques organisées autrement et surestime la centralisation des Etats.
15. W.F. Pruitt, *An Independent People : A History of the Sala Mpasu of Zaire and their Neighbors*, Evanston (Northwestern University PhD) 1973 ; J.H.C. Ceyssens, *Pouvoir et parenté chez les Kongo-Dinga du Zaïre*, Mappel, 1984 ; L. Mukenge, "Croyances religieuses et structures socio-familiales en société luba : "Buena Muntu", "Bakishi", "Milambu", *Cahiers économiques et sociaux*, V (1), 1967: 3-94; P. Denolf, *Aan den rand der Dibese*, Brussel, 1954 : 85-426 (Luba Kasai); E. Colson, *Social Organisation of the Gwembe Tonga*, Manchester 1960 : 61-62 ; *Idem*, *The Plateau Tonga of Northern Rhodesia*, Manchester, 1962; *Idem*, "Rainshrines of the Plateau Tonga of Northern Rhodesia", *Africa*, XVIII, 1948 : 272-283. T. Scudder, *The Ecology of the Gwembe Tonga*, Manchester, 1962.
16. J. Vansina, *Paths* : 119-127 (Bolia), 144-145 (Bubi), 175-177 (Mangbetu). Et évidemment n'oublions pas le grand royaume du Benin.
17. J. Vansina, "Lignage, idéologie et histoire en Afrique centrale", *Enquêtes et documents d'histoire africaine*, 4 (1980) : 133-155.
18. J. Vansina, *Paths*, 35-100.

A cette époque le rôle de leader était bien développé et comportait une idéologie fondée sur la proposition que la chance d'un homme fort prouvait son choix par les êtres surnaturels. Mais en même temps une autre idéologie soulignait l'égalité de tous et attribuait l'inégalité à la sorcellerie *(witchcraft)*, punissable de mort. La structure comportait la Maison, composée d'un homme fort et de sa suite (parents et autres), le village composé de plusieurs Maisons concurrentes et égales entre elles, et le district (une unité ethnique) comportant plusieurs villages sur un pied d'égalité. Les Maisons et les districts étaient les éléments les plus stables du système, le village étant dissous une ou deux fois par décennie. Indépendamment des villages, les Maisons s'alliaient à d'autres Maisons pour former des clans, surtout, pensons-nous à l'intérieur du district.

Pendant les deux premiers millénaires avant J.C., les Bantu occidentaux se répandirent à travers les forêts équatoriales, et ensuite au sud dans les savanes et forêts sèches. Ils atteignirent finalement et vers le début de notre ère, le bas Cunene, le bas Cubango, le moyen Zambèze, la Luangwa et le corridor entre les lacs Tanganyika et Malawi. Leur régime politique voyagea avec eux. Entretemps les Bantu orientaux, porteurs du même régime politique, migrèrent vers la région des Grands Lacs où ils arrivèrent vers ou avant 500 av. J.C. Ils y développèrent un nouveau régime politique au contact de populations différentes qu'ils y trouvè-rent. Vers le début de notre ère, et suivant des populations parlant des langues coushitiques méridionales, les Bantu orientaux et leur régime politique entreprirent une expansion extraordinairement rapide. Ils migrèrent non seulement en Afrique orientale et méridionale mais aussi et ensuite dans toute l'Afrique centrale au sud des forêts équatoriales où ils fusionnèrent avec les Bantu occidentaux qui y étaient déjà installés. On estime le terme de ces migrations avant 800 av. J.C.[19]

Dans les forêts équatoriales

A partir de cette époque déjà, mais surtout à partir du début de notre millénaire se développent dans les forêts équatoriales une série de variantes du système protobantu[20]. Nous esquissons d'abord celles qui eurent lieu dans les forêts du Zaïre central afin d'illustrer la dynamique qui les anima. Lorsqu'une innovation politique mène à une augmentation significative de la taille du groupe, ou à un autre avantage militaire décisif, la balance des forces entre groupes dans toute une région est rompue. Cette innovation déclenchera une course vers l'égalité ou la supériorité militaire pour rétablir la balance des forces

19. J. Vansina, "Western Bantu Expansion", *Journal of African History*, 25(2), 1984 : 129-145. La date correspond à la découverte de restes de bétail à corne près de Benguela.
20. J. Vansina, *Paths* : 101-196.

et la sécurité collective détruite par le déséquilibre que la première innovation avait introduite.

Au Zaïre central, le long de la boucle du fleuve Zaïre, certaines Maisons sont devenues dominantes dans les villages, au plus tard vers le XIIIe siècle, et ont pensé à exprimer leurs relations avec d'autres Maisons dans d'autres villages sur le modèle de la parenté entre affins. Grâce à une évolution de la nomenclature de parenté provenant d'idées changeantes concernant la valeur d'une épouse par rapport aux biens matrimoniaux donnés pour elle, ils découvrirent le principe de la patrilinéarité.

Ensuite, et sans doute, soit à l'essor du commerce le long du fleuve Zaïre, soit à des innovations militaires, soit aux deux, certains villages devinrent plus grands - donc plus forts - et en vinrent à dominer d'autres. Cette domination fut exprimée et justifiée par une idéologie de la parenté patrilinéaire segmentaire entre les Maisons dominantes de chaque village. Ce système de parenté segmentaire est une réalité cognitive politique et historique, non une réalité physique. Dans chaque cas les véritables parents de leaders ne formaient qu'une minorité des membres de chaque groupe. A partir de leur foyer d'émergence dans la vallée de la boucle orientale du Zaïre (entre Itimbiri et Aruwimi) ces institutions se répandirent à partir du XIVe siècle car le système assurait une supériorité militaire telle que les régions voisines durent soit se soumettre, soit réagir en s'organisant de la même façon, où encore inventer une organisation militairement équivalente. C'est ainsi que les Doko vers l'aval de la boucle du Zaïre inventèrent le lignage matrilinéaire et la chefferie territoriale, peut-être au XVe siècle. A partir du XIVe siècle l'organisation segmentaire se répandit partout de la Tshuapa à l'Ubangi, pendant qu'elle continuait à se perfectionner par de multiples innovations dans son pays d'origine et au nord de celui-ci, de façon à produire entre autres : les lignées ngbandi et abandiya (XVIIe s.), le royaume nzakara (XVIIe s.), les principautés azande (XVIIIe s.) le gouvernement urbain de Basoko (XVIIIe s.), les ligues de chefferies militarisées mbuja (XIXe s.), le système dynastique angwa (XVIIIe s.) et les agglomérations militarisées prédatrices ngombe (XVIIIe s.). Même à la veille de l'imposition de l'ordre colonial, la course aux innovations, mue par la recherche de la sécurité, restait toujours aussi forte.

On retrouve une dynamique analogue au Cameroun méridional et au Gabon septentrional. Cela débute ici par l'invention, à une date très reculée, d'associations de leaders de Maisons, ce qui permit de coordonner une défense commune. Ensuite (après 1200 ?) les populations denses de la moyenne Sanaga ont inventé des patrilignages segmentaires ce qui permit à une partie de ces peuples de s'étendre vers le sud dans les forêts peu peuplées et d'y occuper un territoire très étendu. Là elles suscitèrent des réactions défensives diverses,

notamment la création d'énormes villages fortifiés au sud-est du Cameroun et au Gabon avoisinant.

Parmi d'autres développements ailleurs en forêt équatoriale on remarquera d'abord ceux de la région du lac Mai Ndombe où l'élaboration du prestige du leader entraîna la formation d'une association directrice au sud de la Tshuapa, mais aussi la formation de chefferies et de royaumes (notamment Ngwi et Kuba). Après c. 1500 cette centralisation fut défaite en pays Lele par la croissance de grands villages, qui devinrent souverains et s'organisèrent sur base de classes d'âge. Plus tard encore, probablement après 1700, une famille dans un de ces villages, se déclara règnante et son chef se targuait d'être le roi sacré de tous les Lele[21].

Par-ci par-là le système originel bantu occidental fut aussi altéré par une fusion avec des populations d'origines différentes. C'est ce qui arriva au Maniema du nord où, sous l'influence de populations parlant des langues soudanaises centrales, seules les Maisons subsistèrent. En lisière des forêts l'augmentation de la population et des immigrations de traditions diverses entraînèrent la création de Maisons puissantes formant de véritables chefferies territoriales et enfin, la domination d'une parmi elles sur toutes les autres vers 1800 : c'est le royaume mangbetu[22]. Au sud de l'Ituri, en pays komo, la population était par contre très éparpillée et la complexité des institutions se réduisit à des petites Maisons semi-nomades où le sens d'une société plus grande ne subsista que grâce au développement de confraternités de devins et de guérisseurs.

Une fusion de populations parlant bantu et autres explique peut-être aussi le sort des gens de Bioko où dans le système le plus ancien le district et le village s'étaient confondus, le village n'étant occupé que pendant une partie de l'année. A d'autres moments l'habitat était dispersé, chacun vivant près de ses champs. Plus tard, mais bien avant 1400, une série d'invasions de la côte du Gabon ou du Cameroun méridional créèrent un nouveau régime fondé sur une aristocratie héréditaire et une militarisation. Ceci conduisit à la formation de chefferies et à la longue, après plusieurs tentatives manquées, à un royaume unique vers 1845.

Enfin sur la lisière méridioniale des forêts équatoriales apparurent des régimes qui se répandirent aussi en pays de savane. C'est le cas au sud-ouest des forêts. Là, au Gabon méridional et au Congo apparut d'abord, le rôle de chef-arbitre, médiateur entre villages et districts en conflit, un rôle qui entraîna la

21. M. Douglas, *The Lele of Kasai*, Oxford, 1963: 186-203. "Note that for those who accepted the Tundu claim, there was a "real" kingdom, even though it was completely uncentralized".
22. J. Vansina, "Reconstructing the Past", E. Schildkrout, C.A. Keim, *African Reflections*, New York, 1990 : 69-88.

constitution de petites chefferies. Au fil des siècles celles-ci se muèrent (avant le XIIIe siècle) en seigneuries pour aboutir à partir du XIVe siècle, aux trois royaumes Kongo, Tio et Loango d'ailleurs fort différents entre eux. Parmi eux le royaume Kongo s'étendit loin en pays de savanes au sud du fleuve Zaïre. Au sud-est des forêts équatoriales les populations utilisèrent le principe de l'association directrice pour construire des systèmes politiques décentralisés à grande échelle. Ce faisant elles empruntèrent beaucoup aux associations directrices des peuples de savanes et forêts sèches avoisinantes au sud où les associations à fonction gouvernantes étaient anciennes[23] au Kasai oriental et au Shaba central et oriental jusqu'au delà du lac Moero.

Dans les pays des savanes et des forêts sèches

Nous avons mentionné que, à partir de c. 500 av. J.C. et suite à leurs contacts avec d'autres traditions présentes dans la région[24], un nouveau régime politique se développa parmi les Bantu orientaux dans la région des Grands Lacs. L'adoption d'un habitat dispersé fit du village un voisinage. Une nouvelle nomenclature de parenté renforça la cohésion interne de la Maison en tant qu'unité matrimoniale et alliée de façon systématique à d'autres. La concurrence entre Maisons fut mitigée par le développement de clans alliant plusieurs Maisons appartenant à des réseaux matrimoniaux différents. L'idéologie du leadership au niveau du district se transforma. Le leader-homme riche fut remplacé par le leader-devin et faiseur de pluie. C'est ce système qui se diffusa en Afrique orientale et méridionale[25].

Peu après le début de notre ère le statut et le rôle du chef de district dans la région des Grands Lacs fut renforcé. On immortalisa le nom et le rôle du leader par la position successionnelle. L'idéologie du leadership évolua en scindant les rôles de devin et de chef, en associant ce dernier à la fécondité en général et non plus seulement au contrôle de la pluie[26]. Les immigrants Bantu orientaux ont apporté quelques uns de ces traits en Zambie et plus loin en Afrique centrale, tandis que d'autres éléments furent diffusés à partir de la Tanzanie ou même de la Zambie orientale par après.

---

23. Telles que *bukishi* en pays songye, *bumbudye* dans le royaume luba du Shaba et *butwa* au sud et à l'est de l'aire du *bumbudye*.
24. Démontré dans D.L. Schoenbrun, *Early History in Eastern Africa's Great Lake Région*, Los Angeles (PhD), 1990.
25. Le sens du terme *mfùmù* changea de "chefs" en "devin". La société des premiers Bantu orientaux est toujours à l'étude.
26. C'est le sens du terme *Mwaami* "roi" ou "celui qui apporte la fertilité". Il était utilisé, pratiquement partout dans la région des Grands Lacs, en Tanzanie occidentale, chez les Ila de Zambie et pour des leaders non chefs en pays fipa et tonga du Zambèze.

Ensuite toute une gamme de transformations complexes et successives, différentes selon les lieux, entraînèrent l'apparition de toute une gamme de systèmes politiques différents en Afrique centrale. Malheureusement il est encore prématuré de présenter même ne fût-ce qu'une esquisse de leur développement par manque d'étude systématique.

On reconnaît au moins vingt-cinq régimes politiques différents avant 1900. Les institutions politiques étaient fondées sur les principes les plus divers : l'association, la classe d'âge, l'idéologie de lignage, l'idéologie de l'homme fort, l'idéologie de la première occupation du sol, le corps de notables titrés, et la conquête. Parmi ces principes il convient de distinguer encore parmi les associations et le corps de notables titrés. Certaines associations regroupaient seulement les leaders politiques, d'autres étaient centrés sur des lieux sacrés pour les esprits de la pluie, d'autres encore étaient fondées sur le culte du serpent. Les corps de notables titrés comprenaient des cas où un président à terme occupait le titre le plus élevé, et des monarchies comportant des rois héréditaires, entourés de notables titrés, des chefs territoriaux et des chefs de villages. Dès que l'on examine l'idéologie sous-jacente ou le degré et le type de centralisation cependant, ces monarchies comprenaient une dizaine de systèmes politiques. De plus les différents principes mentionnés coexistaient souvent. Ainsi l'association politique s'alliait à la monarchie au Shaba oriental, la classe d'âge coexistait avec une structure idéologique de lignage chez les Pende au Kwango et avec l'idéologie de l'homme fort chez les Sala Mpasu voisins.

Si de par leurs institutions les monarchies ne s'opposaient donc pas nettement aux autres systèmes, leurs origines sont également diverses. Le passé des "grands royaumes" (Kongo, Ndongo, Luba, Lunda, Lozi, Kazembe, Yaka, Bemba) a attiré l'attention et est assez bien connu, du moins dans les grandes lignes[27]. Les plus anciens se sont construits très lentement. Au Shaba l'on retrouve les premiers emblèmes politiques luba dès le IXe siècle, et des seigneuries dès ou avant le XIIIe siècle. En pays kongo les débuts de l'organisation territoriale remontent probablement au premier millénaire et les seigneuries avant ou au XIIIe siècle[28]. L'Etat Kongo apparaît avant 1400 et l'Etat principal luba probablement vers 1500. Leurs origines diffèrent de tout en tout et n'ont rien à

27. Depuis J. Vansina, *Les anciens royaumes...* tous ces groupes - sauf Kazembe - ont fait l'objet de nouvelles monographies. Pour une guide bibliographique voir les ouvrages cités dans D.Birmingham, P. Martin, *History of Central Africa*, London 1983 : vol 1 : 286-294.

28. J. Vansina, *Paths* : 146-158, (Kongo). Plus de détails dans mon article à paraître dans *Muntu* 9.

voir non plus avec l'émergence de l'Etat en zone interlacustre (peut-être au XIIIe siècle)[29] ou en Afrique australe (vers le Xe siècle)[30].

Les données montrent une croissance lente à partir d'institutions politiques locales antérieures dont des traces subsistent, notamment en pays luba, kongo, lozi, maravi et kuba. Le royaume de l'Angola (Ndongo) en fournit un bel exemple. Malgré sa proximité du Kongo, J. Miller a montré qu'il n'est pas dérivé directement du Kongo, mais s'est développé à partir d'institutions locales dans la vallée du Kwango à partir du XIVe ou XVe siècle[31]. Il est vrai qu'à une époque antérieure la diffusion du principe de la matrilinéarité à partir du pays kongo avait produit une transformation politique locale dans cette région, mais cette transformation n'était pas une simple copie du modèle kongo. Elle se fondait sur le régime politique local antérieur. Il n'est donc pas surprenant qu'au XVIe siècle la structure des royaumes Kongo et Ndongo est fort différente[32].

Après l'émergence des premiers royaumes et les remous qu'ils provoquèrent chez leurs voisins, les phénomènes de diffusion d'institutions et d'idéologies politiques deviennent importants mais les régimes politiques préexistants continuent à fournir le fondement de l'appareil politique. Ainsi le royaume de Maravi et toutes les chefferies et "royaumes" de la Zambie centrale et orientale se réclament de fondateurs "luba". On en retrouve quelques traces linguistiques. Mais ils sont loin d'être des copies. Leur structure diffère profondément des institutions luba et l'on retrouve également sans trop de peine combien ils doivent à des régimes politiques locaux antérieurs[33]. La même chose vaut pour l'émergence du royaume ruund ("empire lunda") que l'on pense actuellement pouvoir dater du XVIIe ou peut-être du XVIe siècle[34]. La base était locale — absolument non luba — mais par après il y eut échange *mutuel* d'institutions et

29. J. Sutton, *A Thousand Years of East Africa*, Nairobi 1990 : 5-16. (11 pour les dates).
30. T.N. Huffman "Archaeology and Ethnohistory in the African iron Age"- *Annual Review of Antropology*, 11, 1982 : 133-150 et IDEM, "L'Afrique méridionale au sud du Zambèze"- M. El Fasi et I. Hrbek (eds), *L'Afrique du VIIe au XIe siècle*, Paris (Histoire générale de l'Afrique UNESCO) 1990 : 709-726. On ne possède pas encore une bonne base pour tracer l'origine du royaume Lozi (attesté vers la fin du XVIIe siècle) mais il est évident qu'il ne doit pratiquement rien aux autres. La même chose vaut pour le royaume Kuba, formé au XVIIe siècle.
31. J. Miller, *Kings and Kinsmen : Early Mbundu States in Angola*, Oxford, 1976.
32. B. Heintze a documenté la structure du royaume ndongo au XVIe siècle dans une série de travaux notamment "Unbehanntes Angola : Der Staat Ndongo im 16. Jarhundert", *Anthropos*, 72 (1977) : 749-805.
33. J.M. Schoffeleers, *Guardians of the Land*, Gwelo, 1979 et dans un ouvrage à paraître en 1991 par l'université du Wisconsin.
34. La date de cette fondation avait été reculée vers 1700 par J.Thornton, "The Chronology and Causes of Lunda Expansion to the West", *ZambiaJournal of History* 1, 1981 : 1-13. Mais après avoir contrôlé les données, cet article ne convainct pas. Le Lunda est connu en Angola dès avant 1680 et devait donc déjà avoir atteint une taille remarquable.

d'idéologies politiques entre les royaumes luba et lunda[35]. La conquête du pays yaka par des généraux ruund débutant vers la fin du XVIIe siècle exigea un siècle avant qu'un royaume assez stable fut formé et les conquérants durent tenir compte du système politique antérieur au point que le royaume résultant diffère fortement du modèle ruund[36].

Par contre, dans quelques cas de conquête militaire, l'impact de la diffusion est impressionnant. Le modèle ruund exporté par conquête fut reproduit rapidement chez les Lunda méridionaux (Kanongesha) et sur le Luapala (Kazembe) malgré la différence des régimes politiques qui y existaient avant la conquête[37]. Ces cas sont cependant rares et des exceptions à la règle que la lente croissance à partir d'institutions politiques locales prime sur les éléments dérivés d'Etats antérieurs.

On ne peut donc réduire l'histoire des royaumes à la création d'un premier royaume et à la diffusion subséquente de ce modèle ailleurs. Presque toujours chaque royaume s'enracine dans une longue histoire locale. Il n'est donc pas surprenant que l'on n'arrive pas à établir une taxonomie valable pour "les royaumes". Quant aux lois sous-tendant l'origine des royaumes, il semble bien que l'on retrouvera en Afrique centrale au moins une poignée de voies complètement différentes ayant abouties à la formation d'Etats[38].

En outre, ici comme en forêt équatoriale, la centralisation n'était pas un mouvement "évolutionnaire" inévitable. Il n'existe pas une loi d'airain qui pousse les sociétés à se centraliser de plus en plus. De nombreuses sociétés de la région connaissaient bien certains royaumes ou seigneuries voisins, mais refusèrent de les imiter. Les cas les plus spectaculaires sont sans doute ceux des Sala Mpasu, voisins au coeur du royaume ruund qui ne se sont jamais érigés en royaume, des Luba au Kasai qui ont activement rejeté le modèle monarchique de leurs voisins du Shaba[39] et des Tonga de la Zambie méridionale qui ont abandonné leurs chefferies anciennes en faveur de Maisons autonomes qui soumirent leurs conflits à l'arbitrage des officiants chargés d'un culte régional commun[40]. C'est

---

35. J.J. Hoover l'a démontré d'après les données linguistiques dans sa thèse *The Seduction of Ruwej: Reconstructing Ruud History (The Nuclear Lunda : Zaire, Angola, Zambie)*, Yale, 1978.
36. H. Van Roy, *o.c.*
37. Voir p.ex. R.E. Schecter, *History and Historiography on a frontier of Lunda Expansion : The Origins and Development of the Kanongesha*, Madison (PhD), 1976. La même chose vaut pour les formations politiques ngoni au Malawi et en Zambie. Par contre une structure tout à fait originelle fut imposée au XVIe siècle sur les plateaux du Benguela par des conquérants. Par après cependant les royaumes imbangala et ovimbundu reprirent une bonne partie du système des titres et du vocabulaire politique du royaume de Ndongo. Cf. J. Miller, *o.c.*
38. J. Vansina, *Paths* : 191-196 pour la région des forêts équatoriales ; il faut y ajouter l'importance des associations au Kasai oriental, au Shaba et en Zambie.
39. Voir W. Pruitt, *o.c.* P. Denolf, *o.c.* et L. Mukenge, *o.c.*
40. Voir note 15. La présence du terme *mwami*, chez les Tonga indique qu'il y eut probablement une époque où ils reconnaissaient des chefs et que leur système politique se décentralisa par après.

qu'en Afrique centrale comme en Afrique équatoriale l'autonomie locale, justifiée par une idéologie égalitaire contenue dans la théorie de la sorcellerie innée[41], restait un axiome fondamental. L'attraction théâtrale que fournissait le spectacle de fastueuses cérémonies ou de capitales grandioses et la fascination des pouvoirs mystérieux de rois sacralisés n'a pas suffi à faire subordonner l'amour de l'autonomie aux attractions de la centralisation.

Ces cas de sociétés décentralisées nous aident aussi à mieux saisir les monarchies elles-mêmes. C'est en les considérant que l'on s'aperçoit qu'en fait seule un petite minorité des royaumes étaient centralisée au point de remplir les critères de l'Etat, cités au début de cette communication. Une centralisation administrative, judiciaire, fiscale et militaire assez efficace n'est attestée qu'au royaume de Kongo avant 1665, au centre du royaume kuba à partir de la fin du XVIIe siècle, et sans doute aussi dans l'Etat lozi, le royaume de Loango avant 1700, Kazembe de 1750 à c. 1850, et dans certains Etats ovimbundu. Finalement la centralisation effective est donc l'exception et non la règle.

Conclusion

Même l'aperçu le plus bref de l'histoire des institutions politiques en explique pourquoi les tentatives de taxonomie statique ont fait faillite. Mais qu'en est-il d'un classement génératif? En Afrique centrale tous ces systèmes dérivent finalement du modèle originel unique de la société bantu occidentale malgré d'autres apports. Le principe dynamique qui a poussé les institutions politiques à se transformer a toujours été la recherche de la sécurité et les transformations étaient considérablement facilitées par la présence dans le système originel d'une tension entre une idéologie égalitaire et une idéologie inégalitaire du leadership.

Mais la source des changements eux-mêmes est liée à tout le contexte historique. Dès que la densité de la population changeait fortement, dès que le climat s'altérait (pluies !), dès que la distribution géographique des ressources naturelles exploitées était affectée, notamment suite au développement de nouvelles technologies, dès que la production agricole locale devint inégale, dès qu'une communauté adopta des innovations révélées d'hommes importants, la relation entre égalité et inégalité, entre forces centrifuge et centripète, était affectée.

Chaque changement dans la balance de l'égalité et de l'inégalité affectait la puissance militaire et économique d'une société, puisque, par le biais des

41. J. Vansina, *Paths* : 96-97.

institutions politiques, elle déterminait le nombre d'unités sociales collaborant entre elles, ainsi que la fréquence et la qualité de cette collaboration. Chaque changement affectait aussi le sens de la sécurité des sociétés voisines, et à son tour, la perte du sentiment de sécurité fut l'aiguillon principal des innovations politiques.

Cette dynamique explique comment le système ancestral a engendré des séries multiples de transformations, chacune composée d'une série de séquences. On peut classer chaque séquence d'après son degré de ressemblance avec d'autres. On trouve que certes, certaines séquences se retrouvent plusieurs fois, mais aussi que les mêmes aboutissements sont le fruit de voies de transformations fort diverses : ainsi l'idéologie de la succession matrilinéaire fut inventée plusieurs fois pour renforcer la coopération entre unités autonomes, mais à partir de stimulants aussi différents que des questions de compensation matrimoniale, de renforcement de la succession politique du leadership, ou encore de réaction défensive contre un voisin en expansion.

Cela vaut aussi pour les royaumes. Chercher "l'origine de l'Etat" dans des facteurs "nécessaires et suffisants" ne peut aboutir, car ces facteurs englobent finalement tous les aspects possible du contexte historique[42]. Les royaumes en Afrique centrale furent le fruit de processus très divers. Certains ne sont qu'une seule Maison s'enflant outre mesure. D'autres résultent de la construction d'une association titrée qui, dans un acte final, réserva l'échelon supérieur à une seules personne. D'autres sont la culmination d'une concurrence entre seigneuries voisines. D'autres encore sont issues du succès d'un seul homme qui arriva à faire accepter sa supériorité spirituelle par tous les autres leaders. Il n'existe pas de formule unique pour "l'origine" des royaumes : il y eut autant de séries différentes de transformations qu'il y eut de royaumes, même si certaines séquences dans certaines de ces séries furent identiques.

42. L'expression : l'origine de l'Etat implique que l'Etat est un produit final et stable, mais ces formations politiques ne cessaient d'évoluer. En outre, l'Etat pouvait disparaître par décentralisation, comme on le voit p. ex. dans le cas des royaumes kongo et loango.

FAMINTINANA

Fitanisana ny loharanon'ny fananganam-panjakana tao Afrika afovoany no votoatin'ity asa ity. Marina fa, tany am-piandohana, dia teraka avy amina lamina tokana, dia ny an'ny Bantoa andrefana mialoha indrindra ny fipariahany efatra na dimy arivo taona lasa izay, ny fitondrana politika rehetra. Tsy mety intsony anefa ny mieritreritra fa mbola nisy lamim-pananganam-panjakana tokana toy ilay lamina "kongo" efa diso fantatra loatra. Maro ny antony (miankina amin'ny toetrandro, ny fivavahana, ny politika, ny isan'ny mponina, sns.) nahatonga fiovana isan-karazany niainga avy amin'ny fianakaviana matanjaka. Ny hany azo atao dia ny miaiky fa tsy mahomby ny fanasokajiana miorina amin'ny karazana miara-mitranga.

SUMMARY

This paper makes the inventory of the origin of state formation in central Africa. If all political regimes derive from a single system at the origin, that of the estern Bantee on the eve of their expansion four or five thousand years ago, one can no longer envisage that there existed a single model of state formation, of the well known Kongo type. Several factors (climatic, religious, demographic, political, etc.) have caused multiple series of transformation from the dominating Houses. We cannot but establish the failure of the synchronic typologies.